

Projet de déclaration sur le congrès (E. Lyasse)

Nous ne pouvons nous déclarer satisfaits du 79e congrès. Pourtant, il nous semble que l'UNEF en sort plus forte qu'elle n'y est rentrée.

En effet, l'hypothèque qui pesait depuis trop longtemps sur elle et sur l'ensemble du mouvement étudiant a été définitivement levée par le vote du dimanche après-midi "contre toute forme de réunification", et par la saine réaction de la direction nouvellement élue aux mensonges à ce sujet répandus par une partie de la presse.

Cette position n'était pas initialement celle de Paris IV. Elle est celle sur laquelle s'est faite l'unité d'une très large majorité, ce pourquoi nous nous y sommes ralliés. Elle ne doit pas à notre sens être interprétée comme une manifestation de sectarisme, mais comme l'expression de la volonté de cette majorité de construire dans l'unité le syndicat dont le mouvement a besoin.

Le prouve la ferme prise de position du congrès contre le 3-5-8 et contre toute application du rapport Attali, reprise par l'appel voté le lundi matin, qui place clairement l'UNEF en totale opposition à la politique de casse de l'Université publique dont ce rapport est aujourd'hui l'élément moteur.

Cependant, si la volonté est claire, le congrès n'a pas su donner à l'UNEF les moyens de la traduire dans les faits.

On peut voir à cela plusieurs causes. La première nous semble être cette hypothèque de la réunification, qui a pesé jusqu'au milieu de l'après-midi du dimanche, et nuit à la sérénité du débat. La deuxième est dans l'organisation même du congrès: problèmes matériels (trajets entre Pantin, le RU et les lieux d'hébergement), temps passé à écouter des intervenants extérieurs intéressants mais n'ayant rien à voir avec le syndicalisme étudiant, non diffusion des contributions écrites des AGE, et surtout organisation du travail des commissions. Partager deux fois le congrès en trois commissions seulement était condamner celles-ci, trop nombreuses (plus de soixante délégués) et ne disposant pas d'assez de temps, à ne pas débattre véritablement: elles avaient les inconvénients de la séance plénière sans en avoir les avantages. La responsabilité nous semble ici partagée entre la direction sortante, qui a ainsi organisé le congrès, et les AGE qui n'ont pu faire de propositions alternatives.

Nous sommes ainsi arrivés au dimanche soir avec pour seul acquis le vote sur la réunification, et le choix entre décider d'une séance de nuit, ce qui n'est jamais une bonne solution mais nous paraissait alors la seule solution, ou ne pas débattre du tout et sortir du congrès sans véritable orientation. Ce fut le choix de la majorité du congrès: sur la caricature de débat et les votes qui suivirent, nous préférons ne pas insister.

Tel est le paradoxe de ce 79e congrès. Une très large majorité des délégués et la quasi-unanimité des AGE ont clairement manifesté leur conviction qu'il fallait que l'UNEF telle qu'elle est issue du renouveau de 1971 continue, et leur volonté de la construire ensemble, mais sans lui en donner les moyens.

Karine nous semble en avoir pris acte le lundi matin en répondant à la déclaration d'une dizaine de délégations dont la nôtre que le débat devait se poursuivre, et que rien n'était figé. La composition du nouveau bureau national reflète la même volonté de construire l'UNEF ensemble. Nous ne souhaitons pas considérer comme significatives les manifestations regrettables qui ont accompagné la proclamation du résultat de son élection.

Il nous faut maintenant effectivement poursuivre le débat, non pour le plaisir de bavarder et de se sentir démocrate mais pour préparer l'UNEF à aborder les chaînes d'inscription et la rentrée dans une position offensive, pour une Université publique de qualité, contre les projets de casse d'Allègre. Si elles sont abordées dans cette perspective, les rencontres prévues pour les semaines à venir peuvent être extrêmement utiles.

Mais elles ne peuvent être suffisantes. C'est pourquoi nous proposons la convocation d'une conférence nationale des AGE contre la casse de nos études, qui fasse le bilan de la lutte menée par les étudiants contre l'application de la réforme Bayrou, contre le rapport Attali et U3M, et définisse une orientation pour reprendre et amplifier cette lutte à la rentrée. Il serait utile d'inviter à cette conférence les syndicats qui, sans appartenir à l'Union nationale, sont impliqués dans cette lutte, à commencer bien sûr par l'AGEL-SE.

Nous avons montré au 79e congrès que nous voulions construire ensemble l'UNEF. Il nous reste à montrer que nous pouvons nous en donner les moyens. C'est à cela que nous appelons tous les camarades qui veulent encore croire au syndicalisme étudiant.